

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

COMITE MIXTE D'EXPERTS POUR LES AVOIRS BLOQUES

RESTRICTED
MCA/SR.5
12 septembre 1949
FRENCH
ORIGINAL ; ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQUIEME SEANCE

tenue à Lausanne, le lundi
12 septembre 1949 à 16 h. 30

Présents :	M. de Azcarate	-	Président
	M. Servoise	-	Conseiller économique
	M. Lobbane	-	Membre arabe
	M. Youssef Selim Sekla	-	Expert arabe
	M. Sasson	-	Membre israélien

Le PRESIDENT tient à souhaiter la bienvenue à l'expert arabe, arrivé d'Egypte et qui, sans nul doute, apportera une contribution précieuse aux travaux du Comité. Malheureusement, l'expert israélien ne se trouve plus à Lausanne. Ceci est fort regrettable car les travaux du Comité vont se ressentir de ce que les experts des deux parties en cause ne soient pas simultanément présents.

Le Président serait naturellement heureux d'écouter toutes suggestions que voudraient lui présenter les membres du Comité quant au programme des travaux de ce dernier. En ce qui le concerne, le Président pense qu'il serait souhaitable que M. Servoise procédât, dans les jours qui suivent, à un échange de vues avec M. Sekla, dans le domaine technique. Toutefois, comme la Commission, de même que ses organes subsidiaires, doit quitter bientôt Lausanne, il suggère que M. Servoise, qui doit se rendre à Jérusalem avec le Secrétariat, ait des entretiens tant au Caire qu'à Tel Aviv avec les experts intéressés, et fixe les détails techniques. Le Comité pourrait alors se réunir, lorsque cela sera nécessaire, pour prendre des décisions d'ordre général.

Le Président est naturellement disposé à écouter toutes propositions qui permettraient au Comité d'aller de l'avant aussi rapidement que possible, en raison de l'urgence des questions humanitaires à résoudre.

M. SASSON tient aussi à souhaiter la bienvenue à l'expert arabe.

M. SEKLA remercie le Président et le membre israélien, et leur donne l'assurance qu'il est à la disposition du Comité.

M. LABBANE, résumant l'attitude des délégations arabes et du Gouvernement égyptien en ce qui concerne la question du déblocage des avoirs, souligne que le Gouvernement égyptien, considérant l'importance du travail à accomplir, a, après avoir dressé les statistiques nécessaires, nommé une personnalité éminemment qualifiée, ex-sous secrétaire d'Etat, et à présent contrôleur général adjoint au Ministère des finances et au sequestre des biens ennemis, pour représenter les intérêts arabes, et qu'il ne s'est pas contenté de faire venir un attaché commercial de l'une de ses ambassades ou de l'une de ses légations en Europe. Bien que le Comité ait reçu l'assurance que l'expert israélien serait disponible sous préavis de 24 heures, cet expert n'est pas présent et, si M. Sasson n'a pas en mains les statistiques nécessaires, il ne voit pas comment le Comité pourrait poursuivre ses travaux.

M. SASSON reconnaît la valeur de ces observations et exprime ses regrets de ce que l'expert israélien ne soit pas présent. Après être resté pendant deux semaines à la disposition du Comité, il a quitté l'Europe. Quant à M. Sasson lui-même, il n'est pas en mesure de fournir les statistiques en question et, de plus, il n'est pas un expert.

M. LABBANE porte à la connaissance du Comité les mesures législatives prises en Egypte qui, depuis le 11 octobre 1948, stipulent que tous les biens en Palestine détenus le 1er janvier 1948 ou acquis depuis lors, doivent être déclarés aux autorités. Comme des mesures similaires ont, selon toute vraisemblance, été prises par les autorités israéliennes, il demande si M. Sasson est en mesure de donner au Comité le renseignement correspondant et de lui indiquer quel est le montant total en Palestine des biens appartenant aux réfugiés arabes.

M. SASSON répond qu'il regrette de ne pouvoir donner les chiffres qui lui sont demandés.

M. LABBANE déclare alors qu'en réponse à la déclaration du 11 octobre 1948, 3.843 demandes relatives aux avoirs détenus au 1er janvier 1948, ont été présentées en Egypte. Le total des avoirs déclarés dans ces demandes se monte à 68.085.712 livres, sur lesquelles 56.925.398 livres représentent des espèces, des titres et des biens immeubles situés à Caïffa, à Jaffa, à Tel Aviv et à Jérusalem, et 11.159.674 livres représentent des avoirs similaires situés dans d'autres régions. Sur le chiffre donné pour les régions ci-dessus, 42.857.242 livres représentent des biens immeubles et 14.068.156 livres représentent des espèces et des titres.

M. SASSON considère que ces chiffres sont des plus intéressants mais fait observer que le Comité a été créé pour s'occuper des avoirs bloqués en banque, et non des biens immeubles et des titres.

M. SERVOISE (Secrétariat) demande si M. Labbane peut indiquer quel est le montant des espèces bloquées en Egypte et appartenant aux Arabes résidant en Israël. Le chiffre dont le Comité a besoin, est celui des espèces bloquées en banque afin de le mettre en regard du chiffre de 1.500.000 à 1.900.000 livres donné par la délégation d'Israël.

M. LABBANE a l'impression que le montant total des espèces bloquées n'est pas supérieur à 3.000 livres. Il suggère qu'Israël publie une déclaration et se fasse présenter des demandes comme l'a déjà fait son propre Gouvernement.

M. SASSON exprime son étonnement de ce que l'expert arabe ait consenti à ce que le Comité soit créé tel qu'il l'a été tout en sachant que 3.000 livres seulement étaient bloquées en Egypte.

Le PRESIDENT souligne que le point essentiel pour le Comité est de fixer une méthode pratique pour servir de base à ses travaux. Pour ne pas faire perdre son temps à l'expert égyptien par des discussions non techniques, il propose de charger M. Servoisé et M. Sekla d'examiner ensemble la question d'une méthode de travail et d'en rendre compte à une prochaine réunion du Comité.

M. SASSON et M. LABBANE acceptent la proposition du Président, ce dernier faisant la réserve qu'il serait de bonne règle qu'un expert israélien soit également présent.

M. Labbane précise également que M. Servoise et M. Sekla devraient discuter de la rédaction d'un modèle de déclaration et de questionnaire et du genre de contrôle à exercer. Le personnel chargé de surveiller l'opération devrait, pense-t-il être choisi par la Commission.

Répondant à M. SASSON qui avait posé la question de la poursuite des travaux du Comité durant l'ajournement de la Commission, le PRESIDENT propose que L. Servoise, qui doit rentrer à Jérusalem avec le Secrétariat, aille au Caire et à Tel Aviv, et rencontre des experts qualifiés. A la lumière de ses entretiens, il pourrait alors jeter les bases d'une procédure qui serait soumise à l'approbation du Comité.
